

Voix et Visages

ASSOCIATION NATIONALE DES ANCIENNES DÉPORTÉES ET INTERNÉES DE LA RÉSISTANCE

Bibliothèque de la 241^e BD ST-GERMAIN, PARIS 7 - 551 34 14

Le Conseil d'Administration a la très grande tristesse de vous faire part de la disparition de sa Présidente fondatrice

Maryka DELMAS

qui s'est éteinte le 30 décembre dernier.

Le 3 janvier, un petit groupe de nos camarades se retrouvaient au Temple de Versailles autour du cercueil de Madame Delmas, notre chère Maryka. "Présidente fondatrice", tel était le titre que notre reconnaissance et notre affection lui avaient décerné lorsque son âge et sa santé l'avaient obligée à renoncer à des fonctions plus actives dans notre association.

Aucune d'entre nous, internée ou déportée, n'oubliera jamais que Maryka est à l'origine de l'A.D.I.R. C'est elle qui a rassemblé en amicale les "prisonnières de la Résistance" pour préparer notre retour. Nous lui devons l'accueil du 4 rue Guynemer avec son service social, son service médical, le vestiaire, l'atelier, la bibliothèque, le restaurant, les chambres et surtout l'amitié, la chaleur dont nous avions tant besoin après nos épreuves.

Et nous, les déportées, n'oublierons jamais non plus la générosité avec laquelle les internées ont voulu s'effacer pour nous remettre tout ce qu'elles avaient créé à notre intention. De là est née notre A.D.I.R. où nous avons voulu que le D de déportées le I de internées soient unis avec le R de Résistance qui a été notre engagement commun.

Toute l'histoire de notre association jusqu'à ces dernières années a été marquée par l'esprit et l'action de Maryka. Présidente de l'A.P.R. depuis sa première Assemblée générale, le 14 octobre 1944, jusqu'à la réunion constitutive de l'A.D.I.R. le 15 décembre 1945, elle a été à nouveau notre présidente à deux reprises en 1949 puis de 1953 à 1959. Mais c'est au jour le jour que nous pourrions retrouver ses traces, faites de sollicitude et de tendresse, de ténacité à nous

aider et d'attentions pour chacune. Longtemps elle a lu, au début de nos assemblées, la liste, hélas toujours plus longue, de nos camarades disparues dans l'année. Longtemps elle a brodé pour les malades, les jeunes mamans ou comme lot pour la Galette des Rois, de merveilleux petits oreillers.

"Ce qui fait la richesse de ma vie" nous disait Maryka "ce sont ma famille et mes camarades." Et encore : "Je ne vous avais offert qu'un cœur et vous m'en avez offert des centaines."

Près de son cercueil a veillé, bien sûr, notre drapeau. Elle l'avait reçu solennellement dans la Cour d'honneur des Invalides des mains du général Morlière, gouverneur de Paris. C'était le 25 janvier 1953. Notre porte-drapeau était Mme Payen, sa garde était formée de



Photo Maurice Zalewski

Mmes Billard, Claudel, Côme, Flamentcourt et Tersa. Seule survit Denise Côme. Mais le drapeau est toujours, "symbole des souffrances endurées avec tant de courage, et des sacrifices consentis pour la France et la Liberté", comme nous le disait il y a trente-six ans le général Morlière. Et nous nous serrons toujours autour de lui dans le souvenir de nos mortes, comme nous nous serrions les unes avec les autres au temps de la grande détresse.

Geneviève de Gaulle Anthoinoz
Présidente



Lorsque le 8 avril 1945 les 299 Françaises, premières libérées de Ravensbrück, franchirent les barrières de la douane germano-suisse à Constance — la traversée du lac, en camion sur des bacs au couver du soleil, avait été féerique — une femme encore jeune courait de camion en camion en criant de sa voix haute : "Une maison vous attend à Paris, c'est au 4, rue Guynemer ; au 4, rappelez-vous, vous y êtes attendues." C'était Irène Delmas, "Maryka" pour les anciennes de la Santé et de Fresnes !

Devançant le peloton d'accueil officiel qui attendait en gare de Berne autour du Consul de France à Genève, M. Xavier de Gaulle, père de Geneviève, elle avait réussi à être là, au moment historique du franchissement de la frontière des premiers déportés libérés.

Cette équipée peint Maryka toute entière. Comme Lou Blazer, comme Haidi Hautval, comme d'autres encore, elle était de celles qui se portent en avant, au secours des autres, et qui, quand il le faut, prennent les risques sur elles. Généreuse, audacieuse et rapide, Maryka "fonçait", comme diraient les jeunes, qu'il s'agisse de grandes causes ou de services personnels à rendre... "Maryka !" appelaient-nous éperdues de l'A.D.I.R., tel hôpital ne veut pas nous prendre telle camarade, ses papiers ne sont pas en règle !"

(suite p. 2)

— "Comment !" s'exclamait Maryka, "il faut voir le directeur lui-même ! Je mets mon chapeau et j'y vais." Et tous autres rendez-vous décommandés, elle partait, "chapeau en tête" comme elle disait.

— "Mais madame, objectait le directeur, je n'ai aucune garantie d'être payé..."

— "Mais si monsieur, vous avez ma parole et celle de toute l'association avec moi."

Et elle gagnait la partie.

Lorsque l'atelier de formation de couturières, transféré de la rue Guynemer rue Wurtz, eut terminé sa mission, Maryka mena une négociation obstinée avec la Ville de Paris pour qu'en échange des locaux de la rue Wurtz, l'A.D.I.R. reçoive des appartements dans l'ensemble qui se construisait rue de la Glacière. Cela prit des années, mais une dizaine de camarades au moins reçurent là des appartements agréables. Certaines y sont encore.

Maryka avait été arrêtée en mars 1942 dans une affaire de renseignements militaires, le réseau *Johnny*. Elle retrouva à la Santé, puis à Fresnes, plusieurs femmes de son groupe. Elle fut libérée au bout de neuf mois, très fière d'avoir réussi à berner la Gestapo. Comme Claire Chevillon plus tard, elle sut jouer les imbéciles à la perfection : elle n'avait rien fait, elle avait six enfants, elle était une bourgeoise un peu demeurée... "Regardez", me disait-elle en donnant à son visage un air ingénue et légèrement hébété, "regardez comme je suis une bonne comédienne !" Et nous riions de bon cœur. Est-ce de sa mère anglaise ou de son père grec — crétois, s'il vous plaît ! — qu'elle tenait cette originalité pleine de charme et de malice ? En tout cas, elle savait en jouer et c'était toujours pour la bonne cause.

Une scène cocasse est toujours restée dans ma mémoire. Nos deux ministres successifs des Anciens Prisonniers et Déportés avaient réussi à chasser les onze camarades qui logeaient encore rue Guynemer pour s'y installer à leur place, grâce à une vilaine manœuvre par-devant les tribunaux. Maryka avait décidé de ne leur remettre les clefs de leurs appartements respectifs qu'après une bonne semonce à base de morale protestante. Henry Frenay fut convoqué à 9 heures du matin chez Maryka. Je me revois encore, ce matin de juin, dans le salon de Maryka, ma fille de deux ou trois ans sur les genoux — le soleil jouait dans les feuilles des arbres du Luxembourg — écoutant les reproches pleins de malice acérée que Maryka décochait à ce pauvre Frenay. Celui-ci tournoyait ses gants entre ses mains faisait face courageusement, mais avec des arguments minables. François Mitterrand fut convoqué à son tour, mais, fuyant et retors, il n'est jamais venu chercher sa clef chez Maryka. Il fallut la laisser chez la concierge du 4.

La guerre n'avait pas épargné Maryka. Dès mai 1940, elle perdait l'ainé de ses gendres, tué à l'ennemi dans le Nord de

la France. Le jeune homme, fils de l'écrivain suisse Guy de Pourtales, était de nationalité suisse et s'était porté volontaire dans l'armée française pour barrer la route aux nazis. Il fut tué l'un des premiers, laissant sa jeune femme enceinte.

En 1943, le mari d'Irène Delmas, Robert Delmas est arrêté avec le groupe



"Renseignements" du réseau *Ceux de la Résistance* (C.D.L.R.). Il sera déporté à Buchenwald.

Avec le groupe *Sainte-Foy* d'Yvonne Barratte (qui mourra à Ravensbrück) Maryka confectionne des colis pour les prisons chez Pierre et Marie-Hélène Lefaucheur. Elle rencontre une femme de son âge, mère de cinq enfants, Germaine Girard, au caractère bien trempé comme elle, qui deviendra une amie privilégiée. Toutes deux ont été infirmières pendant la guerre de 1914. Elles ont vu mourir alors de nombreux jeunes gens de leur génération. Germaine Girard a aussi son mari en déportation à Dora, une de ses filles est à Ravensbrück et bientôt un de ses fils à Buchenwald. Maryka la soutient, semaine après semaine, mois après mois. Quand Germaine Girard passera clandestinement en Suisse par une neige très haute — par la même crête sauvage du Jura qu'utilisera Michel Hollard, "l'homme qui a sauvé Londres" — pour tenter d'acheter la libération de son mari avec un million de francs prêté par les Lefaucheur, c'est chez la fille de Maryka, la toute jeune veuve, qu'elle sera hébergée.

En août 1944, Germaine Girard perd sa fille ainée, fusillée près de Paris. Maryka, fidèle, tendre, solide, l'aide à surmonter l'affreuse épreuve.

Hélas ! Quand Maryka à son tour perd sa fille bien des années plus tard, Germaine n'est plus là pour l'aider. Commencent alors les plus dures années de la longue vie de Mme Delmas. Ses camarades de l'A.D.I.R. ne l'abandonnent pas. Si peu qu'elle pouvait parler, à la fin, elle n'avait pour elles que le mot de "merci" à la bouche, alors que c'est nous qui lui devions tant.

Anise Postel-Vinay

Évoquer le souvenir de Mme Delmas alors qu'elle vient de nous quitter est pour moi particulièrement émouvant.

Maryka qui fut ma présidente pendant de longues années tenait à ses projets, elle mettait à les réaliser une obstination qui lui permettait de transporter des montagnes. Ma conception différente de la marche de notre association, un caractère que je sais difficile, me poussait à la contredire. Mais sa générosité était si grande qu'elle pouvait comprendre et souvent accepter.

Nous quittions l'A.D.I.R. pour nous rendre au 32 de la rue Guynemer, une tasse de thé nous attendait, sa fille Ginette, sa petite-fille Frédérique, si tendrement aimées, venaient parfois nous rejoindre. Puis Maryka m'entraînait vers la bibliothèque où nous trouvions M. Delmas, il ouvrait un livre — un de ces merveilleux livres édités spécialement pour Maryka et lui, et quelques amis bibliophiles — et nous nous évadions ensemble vers ces régions où les épreuves, les expériences abominables, la cruauté des hommes se fondent en la recherche d'un au-delà que l'extrême souffrance permet d'atteindre.

Dans l'univers de beauté qui entourait sa propre beauté, j'ai appris à comprendre, à aimer Maryka.

Chère Maryka, qui nous a tant donné que votre présence maintenant invisible demeure parmi nous.

Gabrielle Ferrieres



Décembre 1944. Voici plus de trois mois que, à Paris, nous sommes libérés, mais aucun des camps ne l'est encore et, en ce rude hiver, c'est avec autant d'appréhension que d'espérance que nous attendons les mois qui vont venir et que nous nous préparons à accueillir le retour de nos déportés.

Mme Delmas me fait voir le bel appartement qu'elle a réussi à se procurer, sur deux paliers, rue Guynemer, où elle a déjà installé un dortoir provisoire, et elle me demande d'être leur médecin, ce que j'accepte volontiers.

Mme Delmas me demandait de m'engager pour le jour tant attendu où les déportés rentreraient. Mais voilà : j'avais été également contactée par "l'Aide aux victimes du nazisme", mystérieuse petite association qui allait s'évanouir en fumée le jour où on aurait besoin d'elle. Pour le moment, elle s'activait beaucoup, et j'avais souvent été dans leur local modeste, au fond d'une impasse, où l'on était reçu par un personnel médical et paramédical issu de la guerre d'Espagne.

Là, j'avais participé avec des amis médecins à tout un programme ambitieux d'initiation aux premiers soins à donner aux rescapés des camps. Et, par ce qui devait se révéler une grossière erreur de jugement, je pensais pouvoir faire plus confiance à cette équipe genre "secours populaire" qu'à Mme Delmas, Mme Delmas

la mère de toutes mes petites camarades "sévignotes" d'avant-guerre et l'hôte clandestine, pendant une période particulièrement mouvementée de l'Occupation, de ma tante Florence Halévy, dont elle était presque cousine, Mme Delmas qui, dans son bel appartement de la rue Guy-nemer, me faisait l'effet un peu "dame d'œuvre" — qu'on me pardonne ce jugement hâtif que les faits allaient justement démentir !

Car, dès le début de mai 1945 (je pense) arrivèrent les premières déportées. Alors j'appelai à tous les échos les "Victimes du nazisme" qui restent désespérément muets, cependant que Mme Delmas, elle, m'appelait de la façon la plus pressante, et j'eus vite compris que c'était bien à elle qu'il fallait aller. Et, à partir de la mi-mai, je passai tout le temps que me laissait mon service d'interne dans les dortoirs de la rue Guy-nemer qui, maintenant, étaient pleins d'amies déportées — de celles, fort nombreuses, dont l'état ou quelquefois la situation familiale, ne permettait pas le retour chez elles sans pourtant nécessiter les soins intensifs d'un service hospitalier. Yvette Bergerot partageait ce travail avec moi et y mettait autant de dévouement et de gentillesse que d'efficacité. Mme Delmas ne quittait guère les lieux et, rétrospectivement, je me demande comment elle avait réussi, à pareille époque, à assurer aussi admirablement l'accueil, l'intendance et le recrutement d'une merveilleuse équipe, qui allait devenir le "noyau dur" de l'A.D.I.R.

Henriette Guyot-Noufflard



Le secrétaire d'État chargé des Anciens Combattants et des Victimes de guerre a écrit à notre présidente la lettre suivante :

Madame,
J'ai appris avec la tristesse que vous devinez la disparition de Madame Irène Delmas, présidente fondatrice de l'Association. C'est en 1945 qu'avec ses camarades elle avait pris cette initiative. Le monde s'éveillait à peine du cauchemar des années noires du nazisme. Il fallait du courage, après les épreuves subies et le long nécrologie des camarades disparus pour ne pas vouloir tourner la page.

Madame Irène Delmas et toutes celles qui l'ont suivie ont beaucoup fait pour que le souvenir ne soit pas perdu. L'Association ne cesse de mener le bon combat contre le racisme, l'antisémitisme et pour les valeurs essentielles de la civilisation de la République. C'est un combat qui a mon plein appui.

C'est dire qu'en vous demandant d'accepter mes condoléances attristées pour le deuil qui est aujourd'hui le vôtre, j'y ajoute de la reconnaissance pour le bon combat qui a été mené et qui doit beaucoup à Madame Irène Delmas. Madame, je vous demande de faire part de ma tristesse à toutes celles de l'Association et aussi aux siens et à ses amis.

Notre visite au Château de Vincennes

Un résumé de l'histoire du château de Vincennes vous a été donné dans le dernier numéro de *Voix et Visages*. C'est un château en grande partie déjà rénové que nous découvrions ensemble le 10 mars prochain.

A l'heure actuelle le château, monument historique d'Etat, abrite le Service Historique de l'Armée de Terre (S.H.A.T.) ainsi que ceux de la Marine et de l'Armée de l'Air. Grâce à l'amabilité du général directeur, le général Brasac, et celle de M. Jean Vivian, conservateur du château, nous commencerons notre visite par les appartements du roi, où se trouve le Service Historique de l'Armée de Terre dont il a la responsabilité. En effet, Louis XV s'y établit avec Marie-Thérèse avant de s'installer à Versailles. Désaignés ensuite par les rois successifs et sous la République, le général de Gaulle sera tenté à un moment d'en faire la résidence présidentielle. Il y prononça un grand discours devant la Chapelle, le 1^{er} novembre 1944, jour des Morts :

"Ces morts, ces humbles morts, ces morts glorieux, c'est la pensée, c'est l'amour de la France qui les animaient tous au moment de leur sacrifice, comme ils les avaient animés à toutes les heures de leur combat. Oui ! tandis que la torture s'acharnait à réduire leur âme à travers la douleur de leur corps, ils confessaiient la France, ils ne confessaient que la France. Et à l'instant même où la rafale des fusils de l'ennemi se déchainait pour les abattre, ils criaient : "Vive la France !" Ils ne criaient que cela..."

"Morts massacrés pour la France ! Vous êtes notre deuil et notre orgueil, comme tous nos soldats qui sont tombés ou qui tomberont encore jusqu'au dernier soir de la dernière bataille. Mais vous êtes aussi notre lumière, pour nous éclairer tout au long de la route qui mène à notre nouvelle grandeur."

Notons que la guerre devait encore durer six mois.

Le S.H.A.T. y installa ses premiers bureaux dès 1948, puis étendit ses services au fur et à mesure de la remise en état des locaux. Quelles missions sont dévolues au Service Historique de l'Armée de Terre ? C'est d'abord le plus ancien dépôt officiel d'archives de France. Le cardinal de Richelieu avait prescrit, dès 1637, de faire copie de toutes les instructions et ordres pouvant "servir de mémoire pour l'Histoire", et en 1688 Louvois créa le premier fonds d'archives militaires, qui devint "Dépôt de la Guerre". Le S.H.A.T. en est l'héritier direct, qui gère uniquement les archives des ministères de la Défense et des Affaires étrangères. Nous-mêmes, résistantes, nous faisions partie des "civils" ; c'est vous dire que nous n'y trouvions pas les documents concernant la Résistance ; d'ailleurs peut-on parler d'"archives" quand il s'agit de mouvements et d'actions par essence clandestins, mais les dossiers de liquidation des réseaux, des notes, imprudentes, qui ont pu échapper à la Gestapo, peuvent être déposés à la caserne de Reuilly, où ils sont inventoriés et classés.

Deux bandes audiovisuelles (durée 30 minutes, pendant lesquelles nous serons assises) nous apprendront l'histoire du château et les principales activités du S.H.A.T. : gestion et communication des archives, avec une bibliothèque riche de 600 000 ouvrages ;

études et documentation sur l'Armée de terre ; coordination de l'enseignement de l'histoire militaire dans les écoles de l'Armée de terre ; recherches administratives ; gestion des drapeaux et des étendards, maintien des traditions militaires. Ces différentes missions sont exécutées par un personnel (150 personnes environ, des civils pour les deux tiers) comprenant conservateurs, historiens, archivistes capables de déchiffrer les écritures anciennes, ingénieurs qui veillent aux ateliers de reliure, reprographie, photographie, restauration de tableaux et de meubles, etc.).

Nous traverserons au premier étage (il y a des ascenseurs pour celles qui ne pourront affronter le large escalier qui y mène) la vaste salle des gardes, celle des pages, des dames, le salon de musique avec la grande carte des chasses royales de Louis XV, avant d'arriver à l'antichambre de la reine, à sa chambre avec son oratoire, puis la chambre du roi et enfin la salle du trône, devenue la salle des Drapéaux, où 140 drapeaux et étendards de régiments dissous sont magnifiquement présentés en couronne suspendue au plafond. Une courte pause nous permettra de nous pencher sur la collection de 8 500 pièces, écussons militaires et autres insignes, du Musée de l'Insigne.

L'on ne peut tout visiter, mais regrettons de ne pouvoir admirer les richesses de trois siècles de cartographie militaire, conservées à plat dans de vastes tiroirs bordant une longue galerie du côté des ateliers.

Cette visite se fera en deux groupes alternés ; il en sera de même pour celle de la partie la plus ancienne du château qui dépend des Monuments historiques. Là, un guide, une très compétente jeune femme, nous conduira vers le donjon, qui résista à tous les avatars que connut l'ensemble du château, la chapelle en cours de restauration, reproduction en petit de la Sainte-Chapelle, dont la sacristie contient les restes du duc d'Enghien, assassiné en 1804 dans un fossé du château, et un petit musée.

Ces deux parcours bien distincts seront séparés par ce qui sera le temps fort de notre matinée : une cérémonie devant la plaque qui commémore l'exécution, le 22 août 1944, de vingt-six otages dont le commandant Bouchet et ses six compagnons de la R.A.T.P. : André Ancelin, Ulysse Benne, Louis Bouchet, Robert Ferrier, Émile Cœury, Arthur Speckaert, Marcel Lavigne-Burou, ainsi que le commissaire divisionnaire Silvestri dont l'émouvant récit d'un témoin, publié en 1944 *, nous trace les derniers moments : "Silvestri eut une attitude magnifique. Calmement, il boutonna son gilet, son veston, arrangea ses cheveux, sa cravate, tira le pli de son pantalon et se mit au garde à vous. Il resta ainsi cinq minutes devant le peloton qui attendait l'ordre de tirer. Il regarda droit dans les yeux ses assassins et tomba en criant : "Vive la France !"

Une enquête menée auprès de différentes instances ne m'a pas permis de trouver les

(suite p. 5)

* F. Dupuy *La Libération de Paris vue d'un commissariat de Paris*, (Librairies Imprimeries Réunies, 1944, p. 48)

Danielle Casanova



Lors du rappel des événements de l'année 1943 évoqués au Palais du Luxembourg, dont nous avons fait le compte-rendu dans notre dernier bulletin, nous avions signalé deux témoignages difficiles à résumer : l'un sur

Bertie Albrecht, par Yvette Farnoux, et l'autre sur Danielle Casanova par Marie-Claude Vaillant-Couturier. C'est ce dernier que nous présentons intégralement aujourd'hui :

Danielle Casanova est morte à Auschwitz le 9 mai 1943. Elle avait 34 ans.

Tous ceux et celles qui l'ont connue gardent d'elle l'image d'une jeune femme au teint mat, aux cheveux noirs, ils revoient ses yeux extrêmement brillants, souvent pétillants de gaieté et même de malice.

Danielle était corse jusqu'au bout des ongles. Elle était un mélange de passion et de raison. Sa tête fonctionnait aussi bien que son cœur battait fort.

Je pense que son amour de la liberté et sa haine à l'égard de toute injustice ont été déterminante pour l'orientation de sa vie. Pour le choix de sa profession, l'École dentaire plutôt que l'École normale supérieure comme le souhaitaient ses parents mais qui impliquait d'être pensionnaire pendant plusieurs années. Mais aussi pour sa décision, peu de temps après son arrivée à Paris, d'adhérer à "l'Union fédérale des étudiants", puis à la "Jeunesse communiste" en 1928.

Elle avait une incroyable énergie et une faculté rare de mener tout de front, sa vie professionnelle avec son cabinet et des vacances dans deux dispensaires, sa vie militante, tout en étant une épouse, une fille et une amie attentive et chaleureuse.

Quand je l'ai connue, elle était secrétaire générale de "l'Union des Jeunes Filles de France", organisation qu'elle avait contribué à créer. Elle mettait aussi ses talents de journaliste au service du mensuel *Jeunes Filles de France* dont elle était la directrice, la metteuse en pages et l'auteur d'articles.

Dans un discours en 1936 elle dit : "Il n'est désormais plus possible à la femme de se désintéresser des problèmes politiques, économiques et sociaux que notre époque pose avec tant de force... La conquête du bonheur est pour la femme liée à son libre épanouissement dans la société, et cet épanouissement est une condition nécessaire au développement du progrès social."

Danielle Casanova a au plus haut point la faculté de convaincre et de faire agir. Nombreuses furent les membres de l'Union des Jeunes Filles de France qui ont été d'actives résistantes dans toute la France.

Sous l'Occupation, Danielle assume des responsabilités dans plusieurs directions. Elle prend part à l'organisation par les étudiants communistes d'une manifestation, le 8 novembre 1940 contre l'arrestation de Paul Langevin, professeur au Collège de France et à la participation des étudiants communistes aux côtés des étudiants gaullistes lors de la manifestation à l'Arc de Triomphe le 11 novembre. Elle participe à la formation des

premiers groupes armés du parti communiste, l'O.S. qui donnera naissance par la suite aux Francs-tireurs et Partisans français, les F.T.P.F.

Danielle s'occupe également, avec le philosophe Georges Politzer, le physicien Jacques Solomon et l'écrivain Jacques Decour, du regroupement d'intellectuels de diverses disciplines et sensibilités politiques ou philosophiques, tous opposés à l'occupation de notre pays. Ils éditent dès la fin de 1940 des journaux clandestins tels *L'Université libre*, puis *La Pensée libre*. Ces activités devaient aboutir à l'appel, par le parti communiste, à la création d'un "Front national de lutte pour l'indépendance de la France".

Mais la contribution originale de Danielle Casanova à la Résistance est le fait de s'être adressée aux femmes en tant que telles. Avec un million et demi de prisonniers de guerre, des centaines de milliers de femmes se sont trouvées seules en plein désarroi, bien souvent avec la charge d'une famille et de très maigres ressources. Étant elle-même femme de prisonnier, avant l'évasion de son mari, Laurent Casanova, Danielle s'adresse en premier lieu aux femmes de prisonniers en partant de leurs préoccupations. Entourée d'un groupe de militantes, elle réussit à organiser diverses manifestations, en général en direction des mairies, pour réclamer du ravitaillement pour leurs enfants et le retour de leur mari. La plus importante de ces manifestations a lieu à Paris devant le ministère des Prisonniers.

Danielle publie un journal clandestin, *La Voix des femmes*, ayant pour but de leur faire prendre conscience que la lutte contre l'occupant est possible, que chacune peut y participer, même pour les actions les plus modestes. Aux premières militantes se sont jointes d'autres femmes qui jusque-là ne s'étaient occupées que de leur foyer. Les différentes actions menées ensemble ont fini par donner naissance à des "Comités féminins de la Résistance" au sein desquels se retrouvaient, comme l'avait souhaité Danielle, des femmes de milieux sociaux, d'opinions et de croyances divers. Elles recherchaient des planques pour les clandestins, apportaient leur aide aux familles des emprisonnés et, plus tard, à la lutte contre la réquisition de travailleurs et leur envoi en Allemagne. Elles fournissaient du ravitaillement aux maquis, accomplissaient ces mille petits actes anonymes sans lesquels la Résistance n'aurait jamais pu devenir ce grand rassemblement qui, au fil des années englobe une partie sans cesse croissante de notre peuple.

Danielle Casanova a été arrêtée le 14 février 1942 en même temps que Georges Politzer, à l'issue d'une longue filature par la police de Vichy qui nous livra à la Gestapo. Nous étions environ 80. Tous les hommes ont été fusillés et toutes les femmes déportées à Auschwitz.

Même après son arrestation, Danielle a continué de lutter, organisant des manifestations contre la faim à la prison de la Santé, au fort de Romainville.

Quand nous sommes arrivées à Auschwitz par un matin glace et lugubre, pour nous donner du courage, à son initiative, nous sommes entrées dans le camp en chantant *La Marseillaise*. Les SS étaient tellement stupéfaits qu'ils n'ont pas réagi.

Pour les déportées des autres pays ce fut comme un souffle de liberté qui pénétrait dans le camp. L'une d'elle, un médecin tchécoslovaque écrit : "Très vite Danielle incarna pour nous toutes un idéal. Elle devint un symbole et pas seulement pour les Françaises."

Danielle au camp se dépensa sans compter pour essayer de sauver ses compagnes.

C'est grâce au contact qu'elle a pris avec la Résistance internationale du camp que, par un Polonais évadé, on a pu parler dès août 1943 à la radio de Londres de notre convoi dans l'enfer d'Auschwitz.

Danielle Casanova est morte trois mois après notre arrivée, emportée par un typhus exanthématisant.

Rien ne la dépeint mieux que cette dernière phrase de sa dernière lettre avant notre départ le 24 janvier 1943 : "N'ayez jamais le cœur serré en pensant à moi. Je suis heureuse de cette joie que donne la haute conscience de n'avoir jamais failli et de sentir dans mes veines un sang impétueux et jeune.

"Notre belle France sera libre et notre idéal triomphera."

Marie-Claude Vaillant-Couturier

Une émouvante commémoration



Le 25 mai 1988, soit plus de soixante-dix ans après l'entrée en guerre des États-Unis sur le front français, cet événement déterminant a été célébré au pied d'un monument situé dans le Bronx (périphérie nord de New York).

Détrôné par le temps et la pollution, le monument, reproduit ci-dessus, venait d'être restauré par les soins — et la générosité — de la Fondation Grand Marnier, dirigée par M. Michel Roux.

Ce dernier était présent, ainsi que l'ambassadeur de France, M. de Margerie, et six anciens combattants de la grande guerre (américains et français) au nombre desquels M. Alfred Jodry, un Français résidant aux États-Unis depuis 1913 et qui revint combattre en France lors des deux guerres.

Chronique des livres

*Un médecin français en déportation**, par Dr Paul Lohéac

"Parti en Allemagne avec la volonté bien arrêtée de rapporter mon témoignage, et pour cela d'observer avec attention, de juger avec impartialité, de me souvenir avec exactitude (en raison de l'impossibilité de garder le moindre document écrit) je dis à mon tour ce que j'ai vu."

Le Dr Lohéac a tenu parole. Son récit est un véritable rapport où les lieux, les dates, les noms des firmes, des Kommandos, des SS et des camarades de déportation figurent avec précision. Arrêté en mai 1944 dans sa ville de Gourin en Bretagne, le Dr Lohéac sera déporté le 28 juillet à Neuengamme. De là, il sera envoyé dans divers Kommandos de Hambourg, d'abord comme ouvrier, puis comme médecin (ce qui lui a sauvé la vie). Des treize Gourinois déportés avec lui, ils ne seront que deux à revenir.

Ce que nous aimons dans ce livre — à la vérité un peu austère —, ce qui rend le Dr Lohéac si proche de nous, les femmes de Ravensbrück, c'est que, comme nous, il a vécu sa déportation, roulé dans le flot de la plèbe

* Réimpression en 1988 d'un ouvrage écrit pendant l'été 1945 et publié à la Bonne Presse en 1949.

des camps, sans protection due à des amitiés politiques ou à la qualité d'"intellectuel". Un Joseph Rovan (*Contes de Dachau*, Julliard 1987) ou un David Rousset (*Les Jours de notre mort*, réédition Ramsay 1988) qui ont bénéficié de ces deux priviléges ont écrit des ouvrages certes plus talentueux et enrichis d'une réflexion plus générale ; mais le récit consciencieux des faits bruts dont le Dr Lohéac est la victime ou le témoin direct nous touche davantage. Nous touchent aussi les portraits des modestes Français qui partent avec lui : le fermier et ses trois fils qui ont caché le chef du maquis des Montagnes Noires que Lohéac avait opéré dans sa clinique (il fut arrêté pour n'avoir pas dénoncé le blessé), les quatre gendarmes sans doute jugés trop mous par la Gestapo, le restaurateur et le dentiste de Gourin, le commissaire de police de Quimperlé, etc.

Dans le train qui les emporte vers Compiègne ils sont rejoints par des hommes de Carhaix, de Pontivy, de Maël-Pestivien, de Saint-Brieuc, de Ploëzal, de Pleubian, puis de Domfront, d'Argentan, etc. Dans l'enfer mortel des Kommandos de Hambourg, le Dr Lohéac souligne toujours l'importance

vitale de retrouver un groupe de Français pour pouvoir se défendre dans la jungle russe-polonaise. Au détour d'une page, il a ce mot charmant : "Enfin, nous retrouvons des Français et, qui plus est, des Bretons !"

Le Dr Lohéac a retenu tous les noms, et c'est avec émotion que l'on retrouve la trace de tel ami ou tel parent. En novembre 1944, son organisme flétrit. Il est épuisé. Il ne se donne guère plus de deux mois à vivre. Mais le 14 il est appelé comme médecin de Kommando. Ses conditions de vie s'améliorent, et pourtant c'est à partir de ce moment que se développe dans son organisme un grave œdème de carence. Les quelques pages qu'il consacre, à la fin de son livre, à la recherche de la lésion finale qui faisait que les déportés "mouraient debout", syndrome typique des camps et des ghettos, sont extrêmement intéressantes.

Le Dr Paul Lohéac, qui fut père de douze enfants, est mort en 1983.

On peut se procurer son livre en écrivant à sa femme : Mme Paul Lohéac, 20 rue Hugot Derville, 56110 Gourin, en joignant un chèque bancaire ou postal de 110 F, franco de port.

Notre Carmen à l'honneur



Notre camarade Carmen Cuevas s'est vu remettre sa rosette d'officier de la Légion d'Honneur par notre présidente le 21 décembre dernier. Plusieurs membres de l'A.D.I.R. assistaient à cette cérémonie amicale. Geneviève a rappelé l'itinéraire suivi par Carmen et son mari, de la Résistance en Espagne à la Résistance en France, et la mission que Carmen assure maintenant à l'A.D.I.R. en portant notre drapeau avec une assiduité digne d'éloges. Nous avons été heureuses de lui témoigner notre amitié et notre reconnaissance à cette occasion.

Concours de la Résistance et de la Déportation

Le 30 novembre 1988 a eu lieu à l'Hôtel de Ville de Paris la remise des prix du Concours de la Résistance et de la Déportation 1988. M. Diaz, adjoint au maire, représentant les Anciens Combattants à la Ville de Paris, a pris la parole en attendant la venue de M. Jacques Chirac, maire de Paris, qui a adressé aux lycéens réunis dans la grande salle une courte allocution dans laquelle il a rappelé que "personne ne peut vivre en ignorant les camps de la mort. Personne ne peut vivre en ignorant ce qui s'est fait un jour, parce qu'il se prolonge ailleurs et sous d'autres formes. C'est pourquoi nous devons aux héros de la Résistance et aux victimes de la déportation la fidélité du souvenir."

Le colonel Gérard Dupont, de l'Association nationale des Combattants volontaires de la Résistance, l'a remercié, au nom de toutes les associations de Résistance.

Il a ensuite été procédé à la distribution des prix offerts par les associations de Résistance et par le maire de Paris.

Trois cent quatorze élèves avaient participé au concours, représentant trente-deux établissements,

les lycées et collèges suivants : Pierre-Alviset, Guillaume-Apollinaire, Carnot, René-Cassin, Claude-Chappe, Colbert, Claude-Debussy, Jacques-Decour, Marx-Dormoy, Georges-Duhamel, Jules-Ferry, Saint-Pierre-Fourier, Vincent-d'Indy, Jomard, Jean-de-La-Fontaine, Lamartine, Louis-le-Grand, Yvonne-le-Tac, André-Malraux, Georges-Mellies, Claude-Monet, Montaigne, Notre-Dame-des-Oiseaux, lycée professionnel de la rue Octave-Feuillet, Racine, Jean-Baptiste-Say, Sainte-Jeanne-Elisabeth, Camille-Sée, La-Tour, Voltaire, François-Villon, Notre-Dame-de-l'Assomption.

Cent cinq élèves ont été récompensés.

Les premiers prix pour la classe de terminale ont été donné ex aequo à Olivier Germain du lycée Claude-Monet et à Stéphane Israel du lycée Jean-Baptiste-Say.

Les premiers prix ex aequo pour la classe de troisième ont été donnés à Éric Broncourt et à Ani Markova du collège Guillaume-Apollinaire.

Le premier prix des travaux de groupe a été donné à Deborah Cohen et à Magali Smets du lycée La-Fontaine.

La cérémonie s'est terminée par un buffet offert aux personnalités invitées, aux professeurs et aux élèves par la Mairie de Paris.

Notre visite au Château de Vincennes (fin)

traces ni même les noms des dix-huit autres victimes dont nous célébrerons la mémoire.

Je vais poursuivre mes recherches, mais cet exemple consternant m'incite à vous redire combien il est important d'écrire tous les témoignages possibles concernant nos compagnes mortes, en déportation ou depuis, pour qu'elles ne tombent pas ainsi dans l'oubli. Nous nous y étions engagées.

Denise Vernay

Le troisième *Ravensbrück* de Germaine Tillion a été enregistré sur cassettes (13 cassettes, durée moyenne de 60 minutes chacune) par M. Raymond Aubrac. Sa femme a eu l'amabilité d'en tirer un double pour l'A.D.I.R., à qui on peut l'emprunter.

Merci mille fois à nos deux camarades.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

aura lieu le jeudi 9 mars 1989 à 14 h 30

6, rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris (métro Ségur)

En 1989, l'Assemblée Générale se tiendra sur deux journées les jeudi 9 et vendredi 10 mars puisque l'année 1989 ne comportera pas de réunion interrégionale. Le programme de ces deux journées sera le suivant :

Jeudi 9 mars.

9 h 30 - Réunion des déléguées, 241, boulevard Saint-Germain, puis déjeuner à la Maison des Polytechniciens.

14 h 30 - Assemblée Générale, 6, rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris (métro Ségur).

18 h 30 - Ravivage de la Flamme à l'Arc-de-Triomphe.

19 h 15 - Réception à la Maison des Polytechniciens. Les transports seront assurés par des autobus parisiens.

Vendredi 10 mars

9 h - Départ du 241 boulevard Saint-Germain.

9 h 30 - Visite du château de Vincennes.

12 h 45 - Déjeuner au Parc Floral attenant au château.

Le transport sera assuré par des autobus du départ à 9 heures au retour à l'issue du déjeuner.

Le prix du déjeuner à la Maison des Polytechniciens, ~~des repas~~, au Parc floral de Vincennes, ajouté à celui des parcours en autobus, est de 470 francs au total (chaque repas coûte 200 F).

Prière de vous faire inscrire le plus tôt possible, surtout si certaines d'entre vous

désirent retenir une chambre à l'hôtel par l'intermédiaire de l'A.D.I.R.

ELECTIONS

Les membres sortants cette année sont : M^{es} Come, Farnoux, Rameil, de Renty, Robin, Tillion.

COTISATIONS ET POUVOIRS

Nous serions reconnaissantes à toutes nos camarades de bien vouloir s'acquitter avant l'assemblée générale de leur cotisation 1988 (montant minimum 50 F) auprès de leur déléguée ou de l'A.D.I.R., C.C.P. Paris 5.266-06 D.

Les camarades qui auraient déjà réglé leur cotisation voudront bien nous excuser de leur adresser ce rappel.

Insidieuse falsification de l'Histoire

Lors de la passionnante visite que nous avons faite au Chambon-sur-Lignon l'automne dernier, un point d'histoire avait été soulevé qui était resté sans réponse claire : avait-on des éléments permettant d'affirmer que les juifs cachés sur le plateau auraient pu être protégés par le major Julius Schmähling qui a commandé la garnison allemande du Puy-en-Velay depuis le 15 décembre 1942 jusqu'au 22 août 1944, date de sa capture par les F.F.I.

C'est un auteur américain en mal d'angélisme qui a émis cette hypothèse il y a plusieurs années dans un livre sur le Chambon, fort discuté.

Depuis, cet auteur, Philip Hallie, a poussé plus loin ses insinuations qui deviennent de véritables affabulations. Dans une conférence qu'il a faite en 1986 aux États-Unis, il présente Schmähling comme un "enseignant bavarois, cultivé, aimant la bonne vie, la peinture et la culture française", un "grand non-violent" en bons termes avec le pasteur Trocmé, qu'il aurait rencontré au printemps de 1943. Or, à cette époque-là, le pasteur Trocmé avait quitté le Chambon pour des raisons de sécurité. Et, en fait de protection des juifs, c'est en juin 1943 que les 22 adolescents juifs de la maison des Roches ont été arrêtés et déportés avec leur directeur, Daniel Trocmé.

A partir des "sources" de Philip Hallie, un projet de film à grand spectacle prit naissance aux États-Unis, grâce à des capitaux d'origine mennonites (Rappelons que les communautés mennonites d'Amérique du Sud ont accueilli d'importants criminels de guerre nazi, dont le Dr Mengele). Abandonné provisoirement, ce projet sera repris avec d'autres capitaux et un autre metteur en scène.

Toujours à partir des mêmes sources, un film, documentaire celui-là, a fini par être réalisé aux États-Unis par un certain Pierre Sauvage sous le titre *Les Armes de la nuit*. Ce film était programmé pour être projeté lors du symposium sur l holocauste organisé en juillet dernier en Angleterre.

Cinq personnalités françaises ont écrit aux organisateurs du symposium pour leur demander d'enlever du programme ce film à tendance "révisionniste" : Raymond Aubrac, Philippe Boegner, Oscar Rosovsky (médecin, ancien responsable du service des fausses cartes d'identité au Chambon), Pierre Vidal-Naquet (historien) et Georges Wellers, vice-président du Comité exécutif du Centre de Documentation juive contemporaine.

Le film de Pierre Sauvage a pourtant passé !

Information empruntée à la revue du Centre de documentation juive contemporaine, Le Monde juif, d'avril-juin 1988.

CARNET FAMILIAL

NAISSANCE

Matthieu Raymond Gilbert, le 24 novembre 1988, quatrième petit-enfant et premier petit-fils de notre camarade Paulette Hourdin (Alfortville).

MARIAGE

Dominique Plancherel, fils de notre camarade Marguerite Plancherel, a épousé Greet Meulemeester.

DÉCÈS

Notre camarade Ginette Vincent, déléguée de l'A.D.I.R. pour la Gironde, a perdu son mari en décembre dernier.

Notre camarade Jeanne Rieckert, de Saumur, est décédée le 29 novembre 1988.

Notre camarade Simone Guignard, de Paris, est décédée le 14 décembre 1988.

Notre camarade Rosine Kuhm, de Strasbourg, est décédée le 7 décembre 1988.

Notre présidente-fondatrice Irène Delmas, de Paris, est décédée le 30 décembre 1988.

Notre camarade Marie-Charlotte Thonna-Barthet, de Lyon, est décédée le 30 décembre 1988.

Notre camarade Renée Baliguet-Wiegel, de Reims, est décédée fin 1988.

Notre camarade Jeanne Caron, de Vierzon, est décédée le 1^{er} janvier 1989.

Notre camarade Thérèse Gauthier, de Poitiers, est décédée le 7 janvier 1989.

Notre camarade Marie-Antoinette Lanusse, de Poyôô, est décédée en 1988.

Notre camarade Suzanne Bosnière, de Falaise, a perdu son mari, Marcel Bosnière le 27 janvier 1989.

M^{me} Geneviève Casanova, médecin bénévole au service des anciennes déportées résistantes de 1945 à 1947 au Hôpital Saint-François, est décédé le 9 janvier 1989, à Fribourg (Suisse).

Notre camarade Henriette Lasnet de Lanty, âgée de 92 ans est décédée début janvier à Montpon-Ménestrol (Dordogne). Elle était adhérente à l'A.D.I.R., mais âgée et malade elle ne répondait plus aux lettres depuis quelques années.

Elle était entrée dans la Résistance en 1943 réseau "Delbo Phoenix". Elle servait de boîte aux lettres. Arrêtée le 12 janvier 1943 elle fut relâchée faute de preuves. Malheureusement son mari, arrêté en même temps qu'elle, mourut en déportation le 22 février à Vaihingen.

Jour après jour, à un an d'intervalle, M^{me} de Lanty subissait une deuxième arrestation. Internée à Fresnes, puis à Romainville, elle partait le 30 juin pour Ravensbrück puis pour le Kommando de Schöfeld, près de Berlin.

Sous-lieutenant des F.F.C. elle était officier de la Légion d'honneur, médaillée de la Résistance, Croix de Guerre avec palmes.

Journaliste, elle collabora au journal *Rustica*; écrivain, elle était l'auteur d'une trentaine de livres dont un sur la déportation intitulé *Sous la schlague*.

Directeur-Gérant : G. ANTHONIOZ

N° d'enregistrement à la
Commission paritaire : 31 739

GROU-RADENEZ & JOLY IMPRIMEURS - (1) 42 60 37 37 - PARIS 6